

Retard du gérant de SARL pour faire approuver les comptes : une infraction ?



© 2025 Les Echos Publishing

Le fait que le gérant d'une SARL soumette les comptes annuels à l'approbation des associés plus de six mois après la clôture de l'exercice n'est pas une infraction pénale.

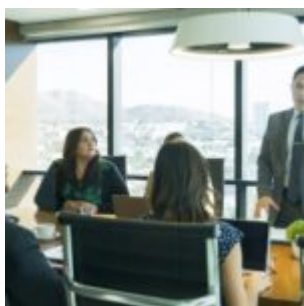
Politique de la ville : financement 2025 des associations nationales



© 2025 Les Echos Publishing

Les associations nationales œuvrant dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville doivent déposer leur demande de financement au plus tard le vendredi 18 avril.

Défaut de notification d'un projet de cession de parts de SARL



© 2025 Les Echos Publishing

Lorsqu'un projet de cession de parts de SARL n'a pas été notifié aux associés par l'associé cédant, ce dernier n'est pas en droit d'invoquer le défaut de notification pour demander l'annulation de la cession.

Loyer d'un bail commercial : une obligation d'assurance peut-elle justifier un déplaçonnement ?



© 2025 Les Echos Publishing

Une obligation de contracter une assurance, imposée par la loi au bailleur, peut justifier le déplaçonnement du loyer d'un bail commercial au moment de son renouvellement.

Exploitants agricoles : prolongation d'un an des certiphytos arrivant à échéance



© 2025 Les Echos Publishing

La validité des certiphytos « décideurs » qui arriveront à échéance à compter du 2 mai 2025 est prorogée d'un an.

Manquements aux obligations d'un bail commercial et suspension d'une clause résolutoire



© 2025 Les Echos Publishing

À la demande du locataire, le juge peut décider de suspendre les effets d'une clause résolutoire d'un bail commercial mise en jeu par le bailleur, et ce quel que soit le manquement reproché par ce dernier aux obligations du locataire.

Rachat de parts sociales : le compte courant d'associé doit-il être remboursé ?



© 2025 Les Echos Publishing

Un associé n'est pas en droit d'obtenir l'annulation du rachat de ses parts sociales par la société en invoquant le fait que cette dernière n'a pas accédé à sa demande de remboursement de son compte courant d'associé.

Local commercial endommagé : quand y a-t-il cas fortuit ?



© 2025 Les Echos Publishing

Le propriétaire d'un local commercial loué ne peut pas obtenir la résiliation du bail en invoquant la destruction du local par cas fortuit lorsque les dommages affectant l'immeuble proviennent d'un vice caché ou d'un défaut d'entretien qui lui est imputable.

Mise en jeu de la responsabilité du gérant de

SARL par les associés



© 2025 Les Echos Publishing

Lorsque le gérant d'une SARL a conclu un contrat constituant une convention réglementée ayant entraîné des conséquences préjudiciables pour la société, les associés peuvent valablement mettre en jeu sa responsabilité pour faute de gestion plutôt qu'agir sur le fondement des dispositions spécifiques aux conventions réglementées.

Zoom sur les garanties légales dues par le vendeur



© 2025 Les Echos Publishing

Les commerçants sont tenus de garantir les consommateurs à la fois contre les défauts de conformité et contre les défauts cachés des biens qu'ils leur vendent. Sachant qu'en complément de ces deux garanties légales, les commerçants peuvent proposer à leurs clients une garantie commerciale ou contractuelle, gratuite ou payante selon les cas, parfois

appelée « extension de garantie », qui leur offre des services complémentaires. Voici un point sur la nature et l'étendue de ces deux obligations légales.